

Unité départementale de l'Ain
23, rue Bourgmayer
01000 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 19 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXE FROID

**ZI DE LA TUILERIE
01330 VILLARS LES DOMBES**

Références : 20220405-RAP-RA-n°7

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement AXE FROID implanté ZI DE LA TUILERIE – 01330 VILLARS LES DOMBES.

L'inspection a été annoncée le 10/03/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXE FROID
- ZI DE LA TUILERIE 01330 VILLARS LES DOMBES
- Code AIOT dans GUN : 0006113447
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

L'entreprise Axe Froid appartient au groupe STG (Société des Transports Gautier) dont le siège est situé à Noyal-sur-Vilaine (35530), spécialiste du transport et de la logistique dans les domaines du frais, du surgelé et du fret industriel.

Le site de Villars les Dombes bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 10 février 2016, complété d'un arrêté préfectoral complémentaire du 13 décembre 2017 associé à l'ajout d'une troisième cellule portant la capacité totale de stockage à 146 000 m³.

L'établissement compte actuellement trois cellules de stockage frigorifique, comprenant des sous-cellules à températures dirigées de - 24 °C à 18 °C. Les produits stockés sont en majorité des produits frais (viandes, salaisons, produits laitiers, plats traiteurs...), et des produits surgelés.

Le volume d'activité relève du régime de l'enregistrement de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les prescriptions applicables à l'établissement sont celles de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention du risque incendie : gestion des stocks / détection incendie ;
- moyens d'intervention et d'extinction ;
- gestion des eaux d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie – Exercices	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 2. 10	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – Contrôles réglementaires (1/2)	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 4.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – entrepôt	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2.3.2.	/	Sans objet
État des matières stockées – station service	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Point 3.5	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 2. 11	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – Contrôles réglementaires (2/2)	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle du 22 mars 2022 a montré que l'exploitant réalisait un suivi globalement rigoureux des opérations de maintenance et d'entretien des matériels en lien avec le risque incendie.

Deux non-conformité ont été relevées :

- l'absence d'exercice de défense incendie ;
- l'absence de test simultané des poteaux incendie, permettant de garantir le débit d'extinction minimum requis.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Les cellules sont utilisées pour stocker des denrées alimentaires uniquement. En dehors de l'ammoniac des installations réfrigération et du gasoil de la station service, il n'y a pas de quantité significative de substances dangereuses sur le site. L'exploitant dispose d'un inventaire détaillé et quasiment « temps réel » des produits stockés dans les cellules. Une vérification de cet inventaire a été réalisé par sondage lors de la visite, sans remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – station service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Point 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : Les stocks de la station service ainsi que les quantités délivrées sont disponibles en temps réel sur une application accessible en ligne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – Exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 2. 10
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2. 1 de la présente annexe.
Constats : L'exploitant réalise des exercices d'évacuation incendie et, jusqu'à la crise COVID-19, organisait environ tous les ans des entraînements sur site pour les équipes du SDIS (dernier en 2019). Il ne réalise cependant pas d'exercice de défense contre l'incendie.
<u>Demande d'action corrective n°1 :</u> L'exploitant doit réaliser des exercices de défense contre l'incendie, renouvelés au moins tous les 3 ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 2. 11
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe au bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Ces systèmes de relevage sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. Pour chaque cellule, l'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">— du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;— du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;— du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Le volume du confinement nécessaire est alors déterminé par le plus grand résultat obtenu par ces différents calculs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un bassin de recueil des eaux d'extinction de presque 2000 m², qui satisfait au volume minimal de rétention prévu dans le dossier d'enregistrement (1100 m³).</p> <p>A la suite d'une précédente inspection, l'exploitant a installé un coffret à proximité de la vanne d'isolement du bassin avec une procédure et l'outillage adapté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – Contrôles réglementaires (1/2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Les contrôles réglementaires et leurs suites sont suivis avec précision par l'exploitant à travers le registre de sécurité, l'archivage des rapports de contrôle ainsi qu'un tableur. 1 – Poteaux incendie Le dernier contrôle des poteaux incendie de l'établissement date de février 2021. Ce contrôle apparaît conforme d'après le registre de sécurité mais il n'a néanmoins pas donné lieu à un PV de contrôle permettant de vérifier les paramètres de l'essai, contrairement aux années précédentes. Observation 1 : L'exploitant doit disposer et conserver en tant que de besoin les documents permettant de justifier du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010. D'après les échanges avec l'exploitant, il semble que les poteaux soient toujours testés individuellement, ce qui ne permet pas de vérifier le respect du débit minimum de 120 m ³ /h prévu par l'arrêté ministériel du 15/04/2010, voire davantage le cas échéant, en fonction du calcul D9 propre à l'établissement (l'avis du SDIS fournis dans le cadre de l'enregistrement de l'établissement évoquait un besoin en eau de 300 m ³ /h). Demande d'action corrective 2 : l'exploitant doit assurer une vérification périodique de la capacité des poteaux incendies à fournir le débit requis au titre de l'arrêté ministériel du 15/04/2010.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – Contrôles réglementaires (2/2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – Point 2. 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : 2 – Réserves d'eau incendie Le site dispose, conformément au dossier d'enregistrement, d'une réserve d'eau incendie de 460 m ³ contenue dans une bâche souple, associée à 4 aires d'aspiration pour les services de secours. Une deuxième réserve de 100 m ³ a été constituée en complément dans une ancienne cuve à fuel. Lors de la visite, aucun dispositif de mesure n'a cependant permis de vérifier le volume contenu dans la bâche souple et un calcul, approximatif, sur la base de la surface de la bâche et de sa hauteur apparente (380 m ² x 1 m de hauteur) n'a pas permis de confirmer la présence du volume requis. Observation 2 : l'exploitant doit être en mesure de vérifier et de justifier le volume d'eau contenu dans la bâche souple.

3 – Détection incendie et portes coupe-feu

La détection incendie des cellules est assurée par un système de détection par aspiration d'air « Phenix », avec 4 voies par cellule.

Le dernier contrôle de ce dispositif a été réalisé le 23 septembre 2021. Ce contrôle a fait ressortir une non-conformité, qui ne remet pas en cause la détection et les automatismes, pour laquelle les travaux sont planifiés début avril.

Ce contrôle incluait également les portes coupe-feu de l'établissement et a montré une problématique d'encrassement des zones de glissement gênant la fermeture de plusieurs portes. L'exploitant a indiqué que les portes avaient été nettoyées et leur bon fonctionnement testé en interne dans l'attente du prochain contrôle annuel.

Ce nettoyage a pu être constaté lors de la visite des installations.

Observation 3 : conformément au point 2. 4. 3 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010, l'exploitant doit veiller à assurer la propreté de l'installation.

4 – RIA

En 2021, l'établissement a obtenu sa certification APSAD N5 et l'exploitant a indiqué que les RIA avaient été contrôlés dans ce cadre.

L'exploitant a indiqué que, préalablement à cette certification, de nouveaux RIA avaient été installés et qu'une partie des autres RIA avait été remise à neuf.

5 – Extincteurs

Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé en septembre 2021.

Le compte-rendu n'appelle pas de commentaire.

6 – Désenfumage

Les systèmes de désenfumage ont été contrôlés en juillet 2021. Les suites de ce contrôle n'appellent pas de commentaire, les quelques écarts identifiés ont fait l'objet de réparations.

7 – Conformité électrique

Le dernier contrôle de conformité électrique des installations a été réalisé en décembre 2021. L'exploitant assure le suivi détaillé des non-conformités électriques à travers un tableau de suivi spécifique, avec une priorisation des travaux à mener.

Il apparaît néanmoins que quelques non-conformités perdurent depuis plusieurs années.

Observation 4 : l'exploitant doit traiter les non-conformité sur ses installations électriques dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet